**COMMUNE DE
LA ROCHE SUR YON****OPPOSITION A UNE DECLARATION PREALABLE
PRONONCEE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

Arrêté n°2025-Ville-0907

Demande déposée le 22/04/2025		N° DP 085 191 25 00281
Par :	Monsieur BREJOIN Camille	Surface de plancher: 0m ²
Demeurant à :	14 Impasse France Quéré 85000 LA ROCHE SUR YON	
Sur un terrain sis à :	14 Impasse France Quéré	
Cadastré :	191 CZ 206	
Nature des travaux :	carport	

LE MAIRE

Vu la déclaration préalable susvisée,
Vu le Code de l'urbanisme,
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé,

Considérant le règlement de la zone UB dans laquelle se situe le projet,

Considérant que la demande porte sur l'installation d'un carport de 27.51 m² d'emprise au sol,

Considérant que dès lors que le carport est autoportant et qu'il n'existe pas de communication avec la construction existante, il ne peut être considéré comme une extension mais comme une construction nouvelle,

Considérant que les travaux ayant pour effet la création d'une surface de plancher ou d'une emprise au sol supérieure à 20 m² demeurent soumis à permis de construire (article R 421-1 du Code de l'Urbanisme),

Considérant qu'en conséquence le projet aurait dû faire l'objet d'une demande de permis de construire et que la procédure de déclaration préalable est inappropriée,

A R R E T E**Article Unique**

Les travaux décrits dans la déclaration susvisée sont **REFUSÉS**.

Fait à LA ROCHE SUR YON,

Pour le Maire et par délégation,

Affichage de l'avis de dépôt le 23/04/2025

Transmis en préfecture le 22/05/2025

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision, vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. **Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.** Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).